

CHAPITRE 6: LA POLITIQUE ECONOMIQUE DANS LE CADRE EUROPEEN

MONSIEUR ROPERT, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Le programme officiel de SES

Questionnements	Objectifs d'apprentissage
Science économique	
Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?	<ul style="list-style-type: none">- Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.- Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.- Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.- Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).

CHAPITRE 6: LA POLITIQUE ECONOMIQUE DANS LE CADRE EUROPEEN - PLAN

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L'intégration économique et monétaire

1. Présentation
2. La construction économique
3. La construction monétaire

B – Les effets de l'intégration européenne

1. Les effets sur la concurrence et le commerce
2. Les effets sur la croissance économique

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

1. Définition, typologie et instruments
2. La politique de relance
3. La politique de rigueur

B – L'efficacité des PEC européenne en question

1. Un problème de coordination des instruments
2. Quel "Policy Mix"?

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L'intégration économique et monétaire

I. Présentation

Doc I : [Vidéo : les grandes étapes de la construction européenne](#)

Un projet économique pour une paix durable

- 1 À la suite de quel grand événement les gouvernants européens ont-ils voulu construire l'Europe ?
Pour quelles raisons ?
- 2 Selon vous, la construction européenne est-elle achevée ?



« Les grandes étapes de la construction européenne »,
Le Monde.fr, 24 mars 2017 © INA.

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L'intégration économique et monétaire

I. Présentation

Doc I : [Vidéo : les grandes étapes de la construction européenne](#)

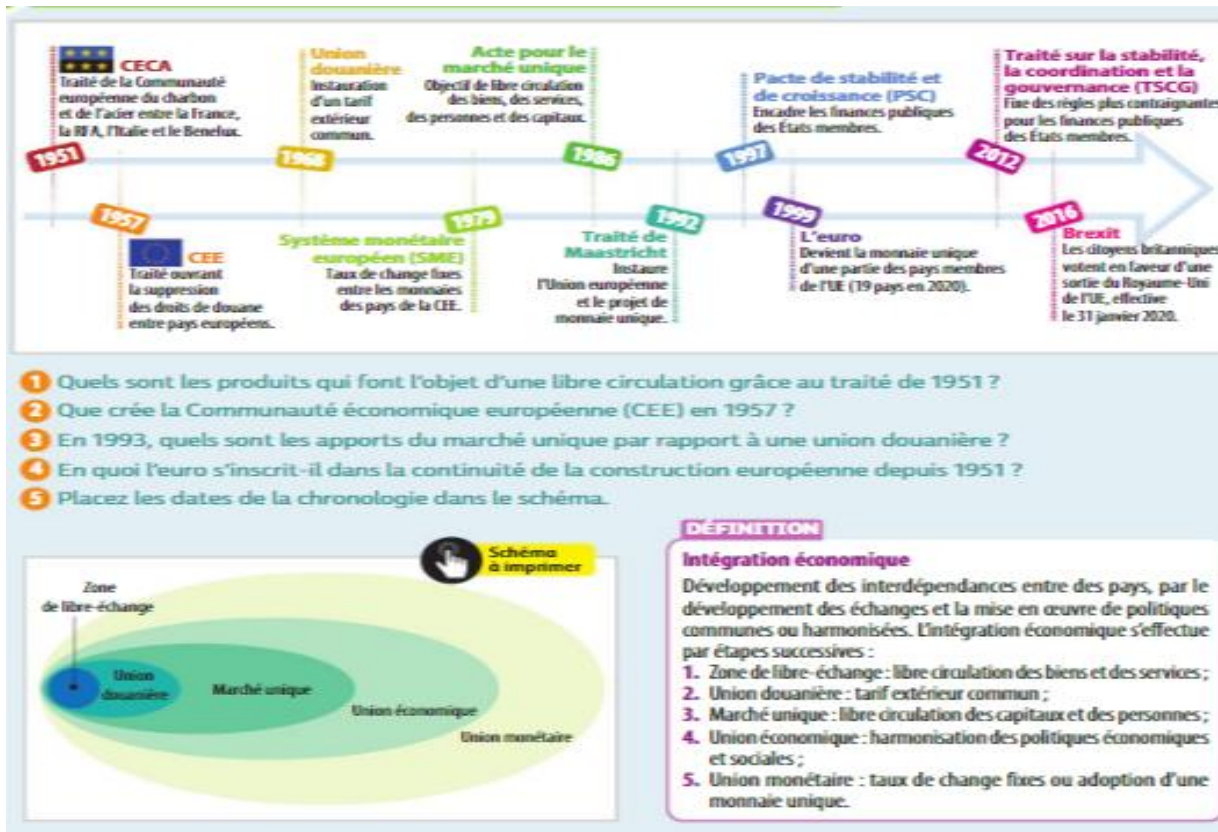
- La construction européenne est née de deux principes fondateurs : assurer la paix et la prospérité économique par l'intégration économique et politique.
- Cette intégration s'est faite par :
 - ❖ L'élargissement des membres de **l'Union européenne** (UE) de 6 à 28... puis 27 avec le Brexit.
 - ❖ L'approfondissement cad la construction d'institutions économiques (et politiques) communes: création d'un grand marché, harmonisation des politiques économiques, création d'une monnaie unique.

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L'intégration économique et monétaire

2. La construction économique

Doc 2 : Les étapes de la construction européenne



I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

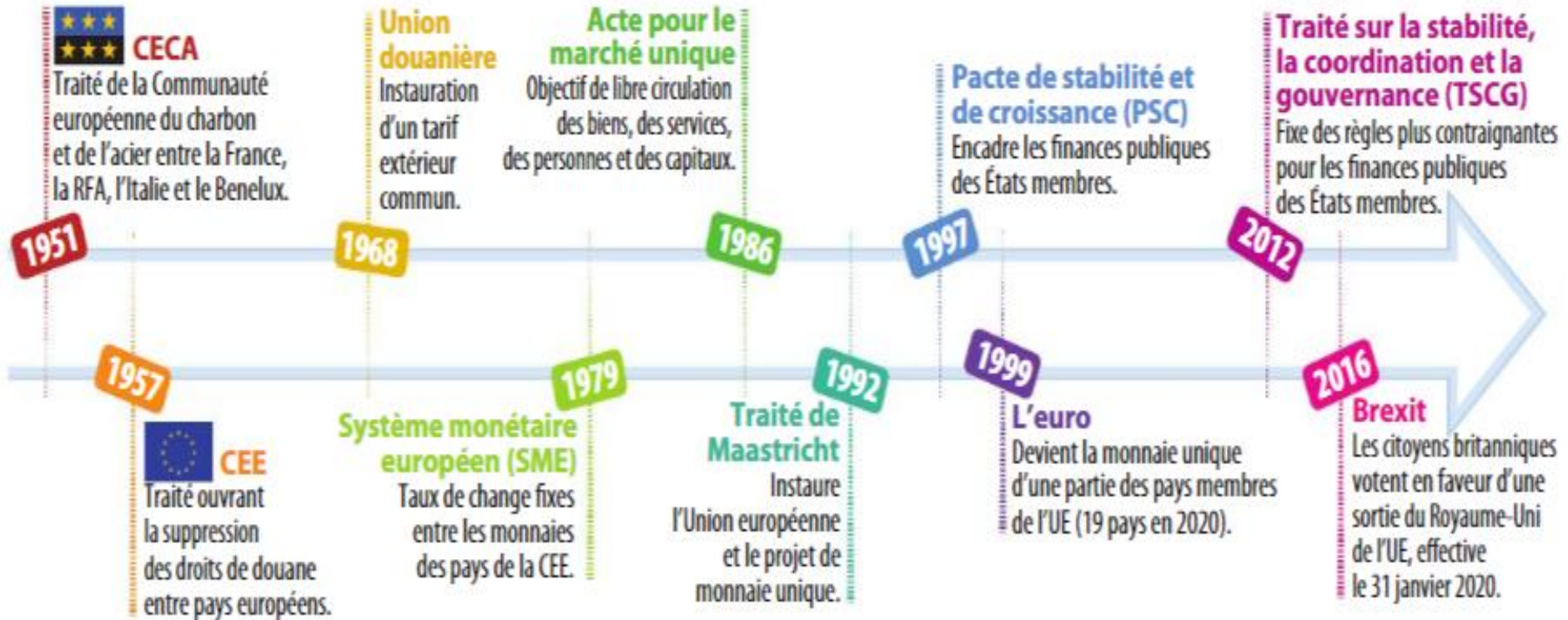
A – L'intégration économique et monétaire

2. La construction économique

Doc 2 : Les étapes de la construction européenne

- La construction économique s'est faite par étape : ZLE, Union douanière, grand marché...
Grand marché : libre circulation des marchandises mais aussi des facteurs de production : personnes et capitaux, selon l'optique libérale du « laissez faire, laissez passer » afin d'instaurer une « concurrence libre et non faussée »
- ... puis UEM avec monnaie et politiques communes et coordonnées ainsi que des solidarités budgétaires, cad une gouvernance commune.
- **Les principales dates du grand marché :**
 - ❖ 1951: création de la CECA
 - ❖ 1957: Traité de Rome et création de la CEE: vers une union douanière (réalisée en 1968) et mise en place de politique communes dans l'agriculture (Ex: la PAC en 1962), puis dans la défense, la recherche, la culture...
 - ❖ 1986: Acte unique qui prévoit la création d'un marché unique cad la libre circulation des B&S et de facteurs de production: en 1988: libre circulation de capitaux, en 1993: libre circulation des personnes (Schengen)

Les étapes de la construction européenne



I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L'intégration économique et monétaire

3. La construction monétaire

Doc 3 : La monnaie unique, une étape indispensable ?

L'élaboration de l'euro, dès les années 1970, s'inscrit dans un mouvement d'approfondissement de la construction européenne. Avec une monnaie unique, les Européens veulent servir le bon fonctionnement du marché commun et mettre un terme à l'instabilité monétaire.

En 1992, le traité de Maastricht prévoit ainsi la création de l'euro et d'une Banque centrale européenne, indépendante des États membres. À l'époque, seuls le Royaume-Uni et le Danemark refusent de changer de monnaie. La Suède fera le même choix trois ans plus tard lors de son entrée dans l'Union européenne.

À partir du grand élargissement de 2004, tous les nouveaux entrants s'engagent à intégrer l'euro dès qu'ils auront été à même de remplir les conditions prévues.

Critères de convergence

Pour faire partie de la zone euro, il faut remplir quatre « critères de convergence ». Les trois premiers portent sur la stabilité des prix, du taux de change et des taux d'intérêt. Le dernier, à la fois le plus connu et le plus important, concerne les finances publiques. Le déficit ne doit pas dépasser 3 % du PIB, tandis que la dette doit être contenue sous le seuil de 60 % du PIB.

Dès l'origine, respecter ces critères n'a pas été chose aisée. La France a dû mettre en œuvre une politique de rigueur¹ pour y arriver.

Jules LASTENNET, « Pourquoi l'euro ? », touteurope.eu, 16 septembre 2019.

1. Politique économique qui a pour objectif à court terme de revenir à la stabilité des prix et de réduire les déficits publics et extérieurs en augmentant les prélèvements obligatoires et/ou en diminuant les dépenses publiques.

- 1 Pour quelles raisons l'euro a-t-il été créé ?
- 2 Tous les pays de l'Union européenne ont-ils l'obligation de l'adopter ?
- 3 Quels sont les critères à respecter ?
- 4 Citez un ou deux pays membres de l'Union européenne mais qui ne sont pas dans la zone euro.

NE PAS CONFONDRE

Marché unique et zone euro

Le **marché unique** regroupe les 27 pays de l'Union européenne. C'est un espace sans frontières où les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent librement. La **zone euro** regroupe les 19 pays de l'UE qui ont adopté l'euro comme monnaie unique.

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L'intégration économique et monétaire

3. La construction monétaire

Doc 3 : La monnaie unique, une étape indispensable ?

- La nécessité de créer une monnaie unique est apparue à la faveur de **la crise du SME en 1992/93** qui a mis fin dans les faits au système changes fixes européen. Cela a entraîné de fortes fluctuations de change entre les principales monnaies européennes et un accroissement du risque de change qui lui est lié au moment même où la construction du grand marché s'achevait.
- La décision et les modalités de création de l'Euro sont fixés dans le Traité de Maastricht ratifié en France par référendum en 1992, la mise en circulation de la monnaie a lieu entre 1999 et 2002. La zone euro comporte 19 membres aujourd'hui.
- Depuis sa création, la stabilité de l'euro s'appuie sur les **critères de convergence** issue du traité de Maastricht et repris dans le PSC et le TSCG :
 - ❖ Déficit budgétaire/PIB limités à 3%
 - ❖ Dette/PIB limité à 60%
 - ❖ Faible inflation

La crise du SME en 1992/1993



Les critères de convergence du Traité de Maastricht

Que mesure-t-on ?	Critères de convergence
Stabilité des prix	Le taux d'inflation ne doit pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des trois États membres les plus performants en matière de stabilité des prix.
Finances publiques saines	Le déficit doit rester inférieur ou égal à 3 % du PIB.
Finances publiques stables	La dette publique doit rester inférieure ou égal à 60 %
Durabilité de la convergence	Le taux d'intérêt à long terme ne doit pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des trois États membres les plus performants en matière de stabilité des prix..
La stabilité du taux de change	L'État membre doit avoir participé au mécanisme de taux de change du système monétaire européen sans discontinuer deux années sans tensions graves.

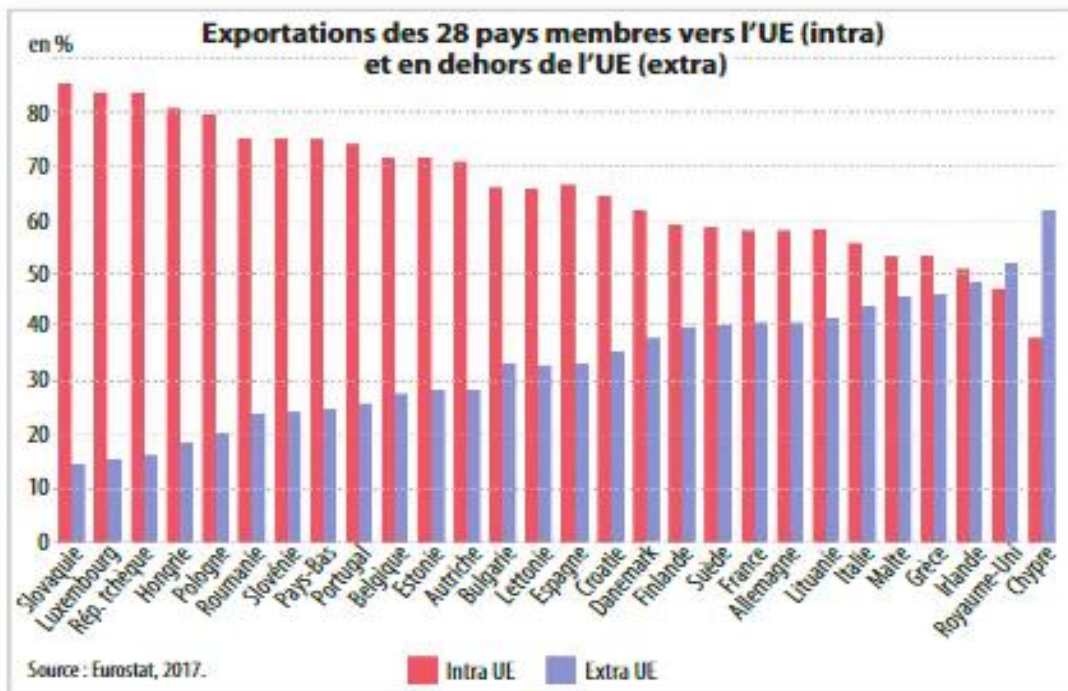
I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

B – Les effets de l'intégration européenne

I. Les effets sur la concurrence et le commerce

a) Un renforcement du commerce intra-européen

Doc 4 : Un commerce intraeuropéen florissant



- 1 Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour la Slovaquie.
- 2 Quelle information générale retirez-vous de ce document sur les exportations des pays membres de l'Union européenne ?
- 3 Quelles sont, selon vous, les conséquences probables du Brexit sur les chiffres des exportations du Royaume-Uni vers l'Union européenne ? Appuyez-vous sur les chiffres du document pour justifier votre réponse.

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

B – Les effets de l'intégration européenne

I. Les effets sur la concurrence et le commerce





a) Un renforcement du commerce intra-européen

Doc 4 : Un commerce intraeuropéen florissant

- Avec l'intégration économique et monétaire :
- ❖ **l'Europe est devenue une puissance économique et commerciale** de premier ordre.
- ❖ le commerce européen intra-zone s'est fortement développé.
- La mise en place d'un grand marché nécessite une politique de la concurrence efficace qui contribue à faire baisser les prix.
- Ainsi 4 pratiques sont encadrées : les ententes entre producteurs, les aides publiques aux entreprises, les abus de position dominante, et les opérations de concentration d'entreprise.

Voir cours de première : les imperfections du marché

Le poids de l'UE dans le monde

	 Union européenne (28 pays en 2018)	 Zone euro (19 pays en 2018)	 France	 États-Unis
Population (en millions d'habitants)	513	342	67	327
Part du PIB mondial (en pourcentage)	21,8 %	16,3 %	2,2 %	23,9 %
Poids dans le commerce mondial de marchandises (en pourcentage)	33,2 %	25,6 %	3 %	8,5 %

D'après Eurostat, OMC, Banque mondiale et Insee, 2018

ATION EUROPEENNE ET SES



tion européenne

la concurrence et le commerce

b) Les principales limites de l'intégration économique

Doc 5 : le rejet de la fusion Alstom/Siemens



Questions :

1. Quels sont les secteurs d'activité des entreprises Alstom et Siemens ?
2. Qu'est-ce qui avait motivé la volonté de fusionner les deux entreprises ?
3. Pourquoi la fusion des deux entreprises a-t-elle été rejetée par la commission européenne ?

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

B – Les effets de l'intégration européenne

I. Les effets sur la concurrence et le commerce

b) Les principales limites de l'intégration économique

Doc 6 : la libéralisation des services publics et ses effets

A. Politique de la concurrence et services publics : quel bilan ?

« Depuis les années 1980, l'Union européenne et les États membres ont conduit des politiques de libéralisation des services publics de réseau (communications, énergie, transports), avec l'ouverture progressive à la concurrence d'activités jusque-là organisées en situation de monopole national ou territorial. [...]

Si on introduit de la concurrence, celle-ci tend à être oligopolistique : seul un petit nombre d'entreprises entrent en jeu, souvent à l'échelle européenne (le marché de l'électricité est ainsi dominé entre quatre acteurs), ce qui limite la concurrence et leur donne beaucoup de latitude pour fixer les prix ou la variété des services. On se retrouve ainsi avec les défauts du monopole... [Par ailleurs] la rentabilisation financière devient prioritaire au risque d'entraver la durabilité. On observe un recours à des externalisations croissantes aux effets négatifs sur la société. Enfin, dans le domaine des relations sociales, la tendance est à la précarisation des emplois (emplois temporaires, mini-jobs, travail en statut d'indépendant ou sous-traité, salarisation et/ou formations internes réduites, reconversions professionnelles plus fréquentes...) [...]. »

■ Pierre Bauby, « Europe et services publics : un bilan des libéralisations », *Alternatives économiques*, 18 fév. 2019.

B. Les étapes de la libéralisation du marché de l'électricité en France

- 2000 **Création de la Commission de régulation de l'énergie (CRE)**
- 2004 **EDF perd son statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC)** pour devenir une société anonyme (SA)
- 2007 **Libéralisation du marché de distribution de l'électricité.** Les ménages français ont pu souscrire un contrat de fourniture auprès d'opérateurs privés concurrents
- 2019 **Suppression progressive du tarif réglementé de l'électricité**

- 1 En quoi consiste la libéralisation des services publics (DOC. A ET B) ?
- 2 Selon vous, quel est l'objectif poursuivi par les pouvoirs publics quand ils ouvrent à la concurrence certains services publics (DOC. A) ?
- 3 Comment s'est déroulée la libéralisation du marché de l'électricité en France (DOC. B) ?
- 4 Quels sont les effets négatifs liés à la libéralisation des services publics (DOC. A ET B) ?

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

B – Les effets de l'intégration européenne

I. Les effets sur la concurrence et le commerce

b) Les principales limites de l'intégration économique

Doc 5 : [Vidéo : le rejet de la fusion Alstom/Siemens](#)

Doc 6 : la libéralisation des services publics et ses effets

- La politique européenne de la concurrence empêche la mise en place d'une politique industrielle européenne par la création de grands groupes à l'échelle régionale.
- Elle remet en question l'existence des services publics marchands et leur mission d'intérêt général : l'accès égal aux services de base à un prix modéré.

Secteur public des grands réseaux : information (France télécom/Orange, La Poste), énergie (Edf, Gdf), transport (Sncf, Ratp, Air France).

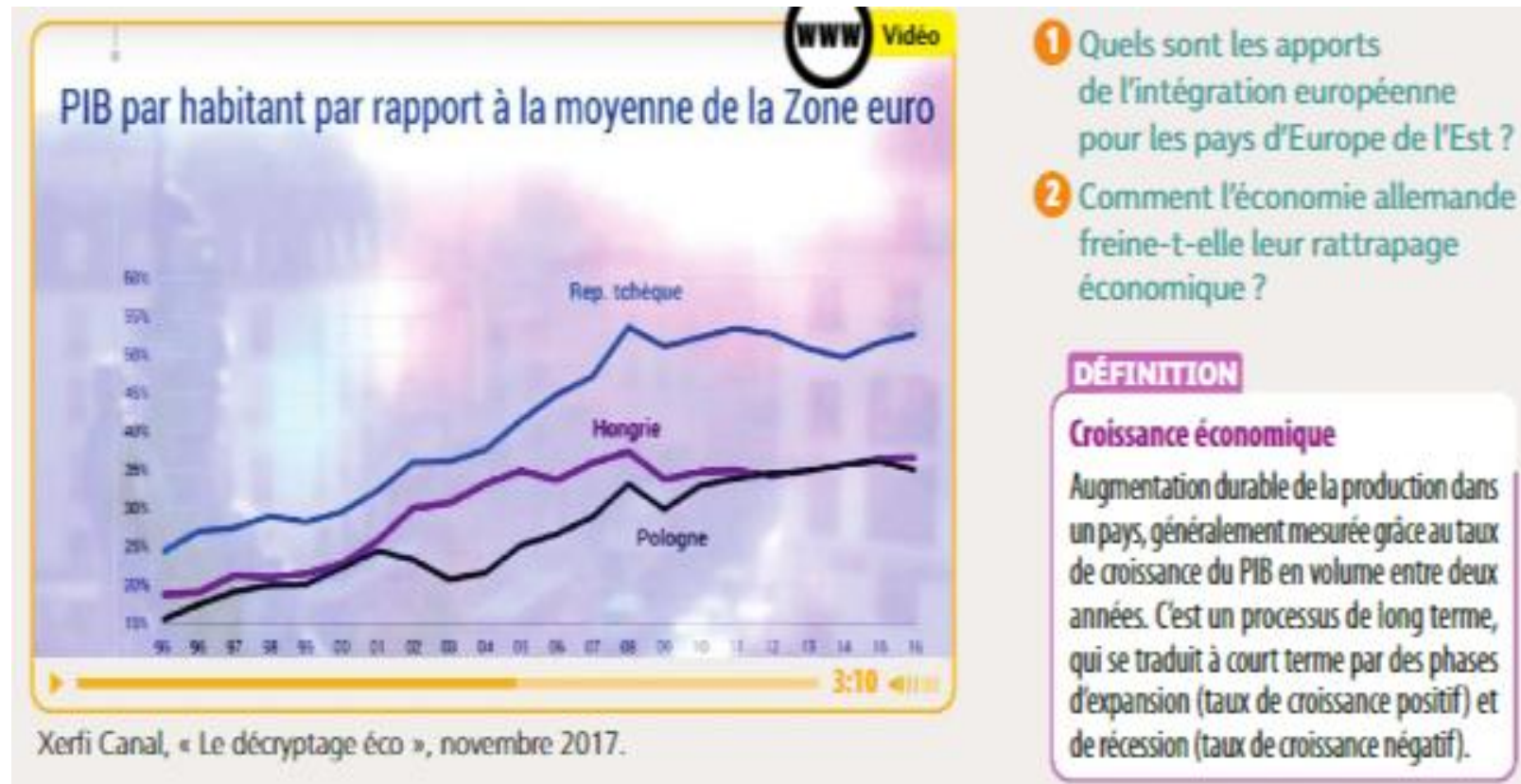
- En effet leur mise en concurrence, voire leur privatisation, alors qu'ils étaient en situation de monopole naturel sur le territoire national, a entraîné l'inverse de ce qui était escompté : une hausse des prix, une baisse de la qualité du service et une dégradation des conditions de travail.

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

B – Les effets de l'intégration européenne

2. Les effets ambivalents sur la croissance économique

Doc 7 : [Quel bilan de l'intégration européenne pour les pays d'Europe de l'Est ?](#)



I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

B – Les effets de l'intégration européenne

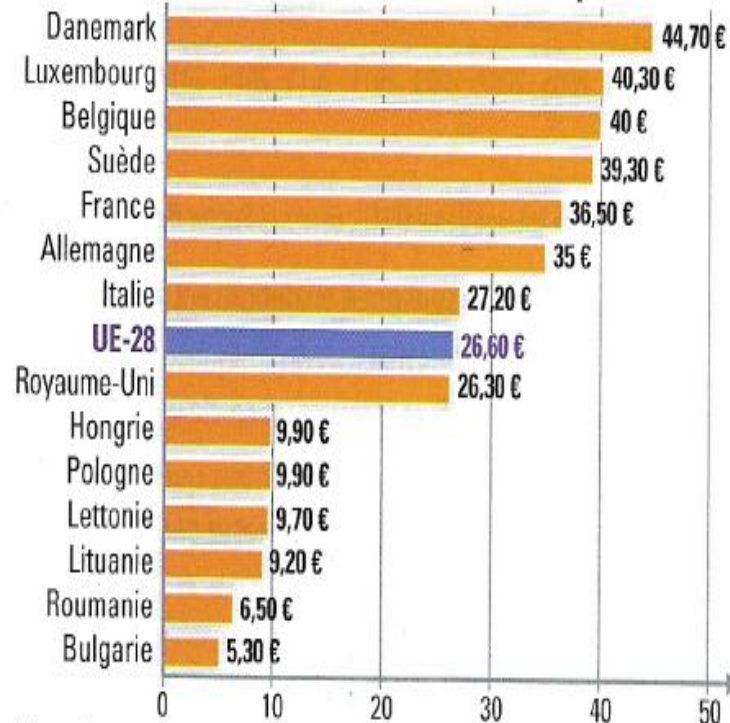
2. Les effets ambivalents sur la croissance économique

Doc 7 : Quel bilan de l'intégration européenne pour les pays d'Europe de l'Est ?

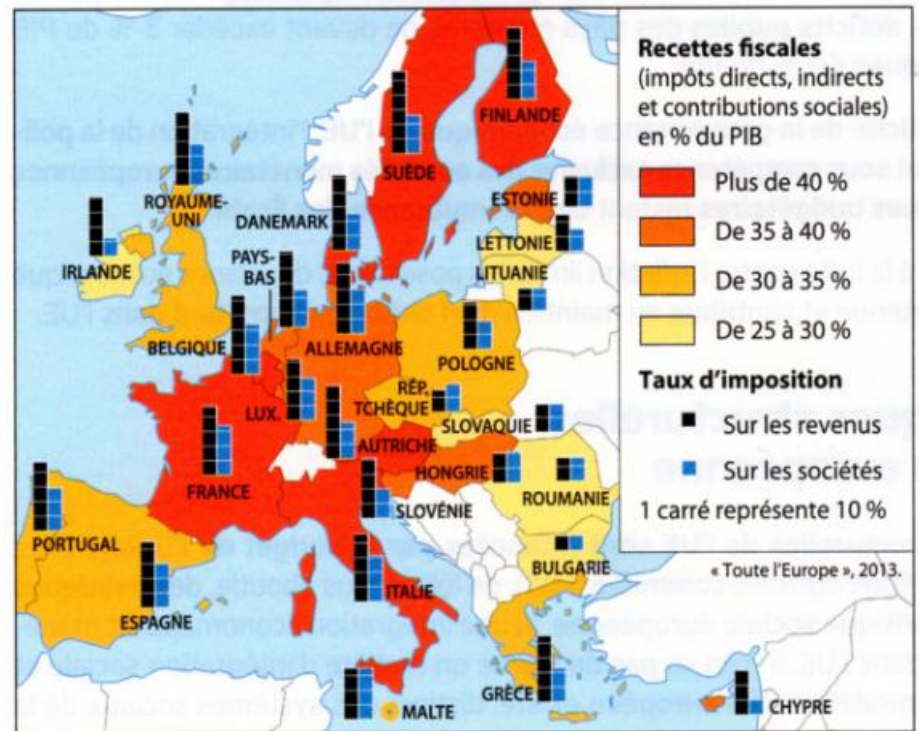
- La création d'une **Union Economique et Monétaire (UEM)** est **théoriquement favorable à la croissance** économique car il stimule les effets bénéfiques de la concurrence et permet de réaliser des économies d'échelles.
- L'intégration économique et monétaire européenne aurait dû permettre une convergence économique susceptible de réduire les inégalités entre pays par le rattrapage des pays les moins développés... mais cela est loin d'être vérifié pour les derniers entrants depuis 2008.
- D'autre part le dumping social et fiscal que se livre les pays européens conduit à creuser les inégalités sociales.

Exercice 1 : Le dumping social et fiscal en Europe

Cout horaire moyen du travail dans l'UE en 2018



Taux d'imposition sur les sociétés dans l'UE, 2013



1. Comparez le cout du travail entre pays européens. D'où peuvent provenir les écarts de coûts ? Pourquoi peut-on alors parler de « dumping social » entre Etats membres ?
2. Comparez les taux d'imposition entre les différents pays européen. Pourquoi peut-on alors parler de « dumping fiscal » ?

Dumping : stratégie commerciale visant à vendre temporairement à un prix inférieur à ses couts de production afin de conquérir des parts de marché

Les effets attendus de l'UEM sur la croissance économique

Avantages apportés par le marché unique	Concerne directement : les entreprises ou les ménages ?	Comment le marché unique apporte-t-il cet avantage ?	Comment cet avantage conduit-il à une croissance plus forte ?
Economies d'échelle	Les entreprises	Production en plus grande quantité pour plus de clients, d'où une meilleure répartition des coûts fixes	La baisse du coût unitaire permet d'être plus compétitif.
Davantage de concurrence	Les entreprises	Mise en place d'une concurrence entre les entreprises de toute l'UE	Pousse chaque entreprise à faire des efforts de prix et de qualité.
Accès à un plus grand nombre de consommateurs	Les entreprises	Possibilité de vendre facilement partout dans l'UE	Augmentation des débouchés disponibles pour une production supplémentaire
Prix plus faibles	Les ménages	La concurrence entre les producteurs de toute l'UE les pousse à baisser leur prix.	Augmentation du pouvoir d'achat et donc de la consommation
Davantage de choix	Les ménages	Accès aux offres de plus de producteurs	Multiplie les occasions de concrétiser un achat.
Accès de plus nombreuses offres d'emploi	Les ménages	Liberté d'aller s'installer partout dans l'UE	Limite les tensions sur les marchés du travail.

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

I. Définition, typologie et instruments

Doc 8 : Austérité ou relance ?



Question :

Complétez le tableau ci-dessous à l'aide des propositions suivantes : Augmentation des dépenses publiques (investissements publics), hausse des impôts, lutter contre l'inflation, baisse du chômage, baisse des dépenses publiques, hausse de la demande, réduire la dette publique, baisse des impôts.

	Objectifs	Moyens
Politique d'austérité		
Politique de relance		

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

I. Définition, typologie et instruments

Doc 8 : [Vidéo : Austérité ou relance ?](#)

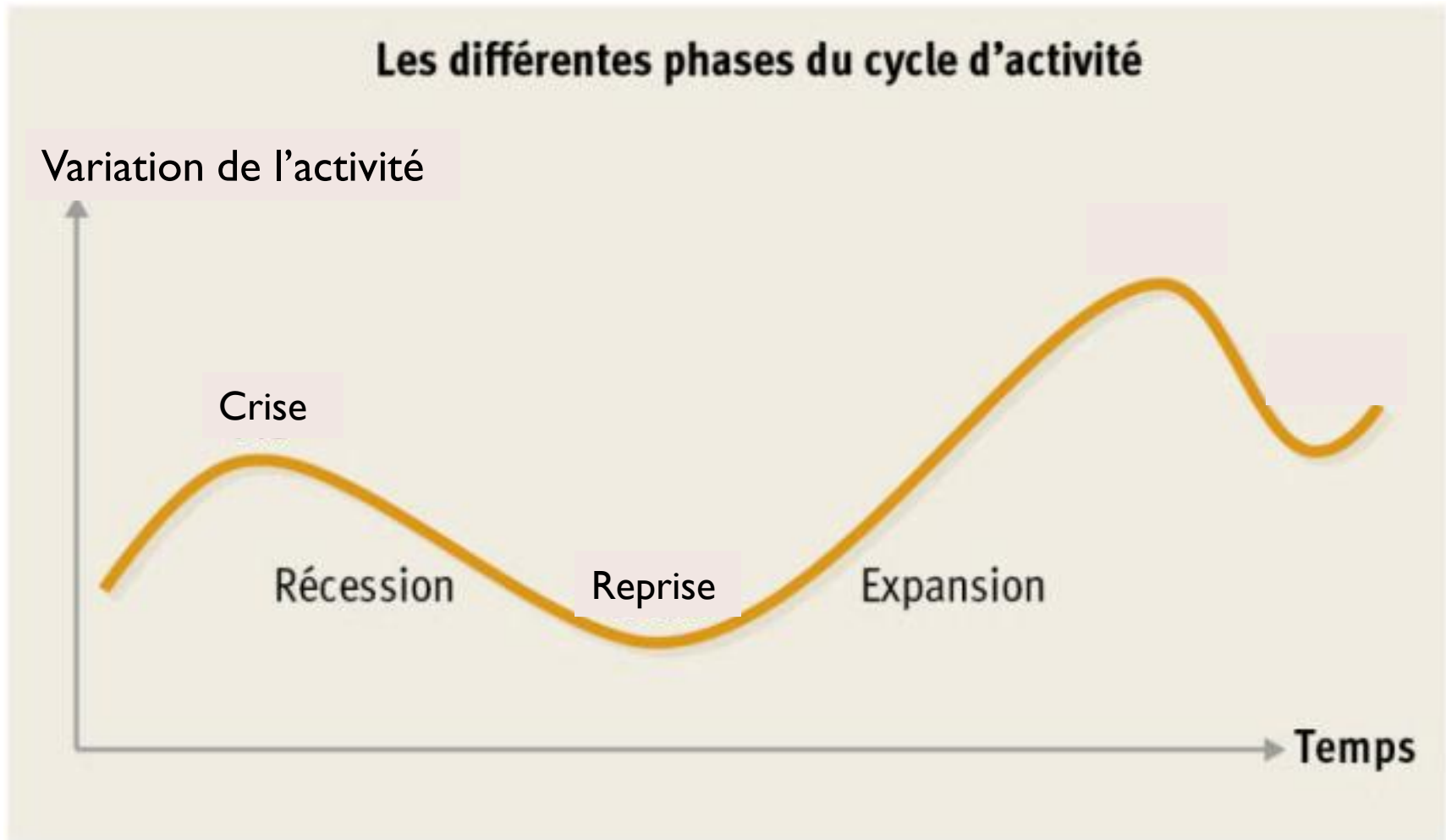
a) Définition

- La politique conjoncturelle assure la régulation de l'économie cad qu'elle consiste à corriger ses déséquilibres induit par **le cycle économique** en prenant un ensemble de mesure en vue d'atteindre à CT (3 à 5 ans) 4 objectifs : croissance et plein emploi (lutte contre le chômage), stabilité des prix (lutte contre l'inflation) et équilibre du commerce extérieur.

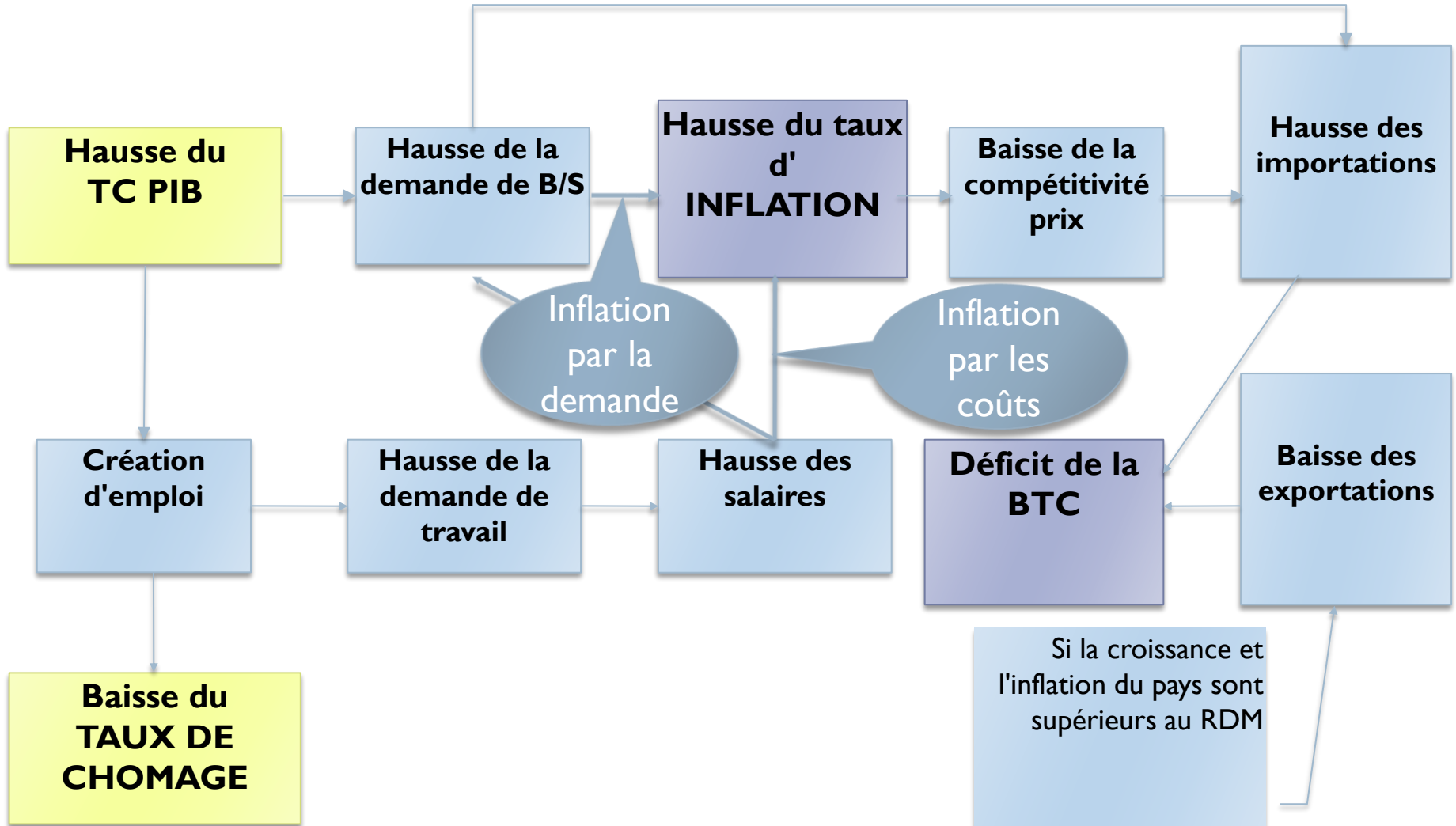
Attention: elle est à l'origine contracyclique !

- Cependant **les objectifs sont difficiles à atteindre simultanément.**

Le cycle économique



Deux paires d'objectifs qui s'opposent



II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PE

I. Définition, typologie et instruments

b) Typologie & instruments

- Il existe 2 grands types de PE:
 - ❖ les politiques de relance qui ont pour objectif la croissance et l'emploi,
 - ❖ les politiques de rigueur (voire d'austérité) qui ont pour objectif prioritaire la **lutte contre l'inflation** et l'équilibre du commerce extérieur **par le renforcement de la compétitivité prix.**

Attention : ces politiques ont aujourd'hui comme objectif de réduire le déficit et la dette publique, mais dans ce cas elles sont procycliques au lieu d'être contracyclique.

- Il existe 2 grands instruments :
 - ❖ Le budget de l'Etat central : la politique budgétaire
 - ❖ La monnaie et le taux d'intérêt : la politique monétaire

Les conséquences de l'inflation sur la compétitivité prix

MODELES AUTOMOBILES	Prix (en euros)	Inflation annuelle (%)	Prix des modèles en euros		
			Année 1	Année2	Année3
Allemagne	10 000	1.5	10 150	10 302	10 456
France	10 000	2.5	10 250	10 506	10 768
Différentiel	0	1 point	100	204	312

On suppose que la qualité des modèles est identique. Au bout de 3 ans, le différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne conduit à une perte de compétitivité prix du modèle français qui vaut 312 € de plus que le modèle allemand. Conséquence,:

- les X° d'automobiles françaises vers l'Allemagne baissent,
- Les M° d'automobiles allemandes vers la France augmentent,

Cela va donc dégrader le Solde de la BC française du secteur automobile.

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

2. La politique de relance

Doc 9 : Comment la politique budgétaire peut-elle stabiliser la croissance ?

L'atténuation des variations de la conjoncture grâce aux recettes et aux dépenses publiques peut s'exercer de deux façons, mécanique ou volontaire.

En cas de ralentissement de l'activité économique, les dépenses publiques (indemnités chômage, certaines prestations sociales, etc.) tendent à augmenter spontanément, alors que les recettes perçues par l'État diminuent. Cette situation entraîne une dégradation du solde budgétaire. Mais ce transfert de revenus de l'État qui s'opère au profit des ménages et des entreprises permet de compenser mécaniquement les effets négatifs du ralentissement économique comme la baisse des dépenses des agents économiques. [...] Les recettes et les dépenses jouent ainsi le rôle de stabilisateurs automatiques du cycle économique.

Lorsque la conjoncture économique se dégrade fortement ou en cas de crise, les pouvoirs publics peuvent décider

d'intervenir directement et de mettre en œuvre des mesures spécifiques en termes de dépenses, d'impôts ou de transferts sociaux afin d'influer volontairement sur la conjoncture. Les pouvoirs publics prévoient un montant de dépenses publiques supérieur aux ressources prélevées sur les agents économiques. L'État peut augmenter certaines dépenses publiques comme la rémunération des fonctionnaires, les aides aux entreprises, les dépenses d'investissement dans des infrastructures, etc., ou diminuer certaines recettes (réduction de l'impôt sur le revenu pour les ménages, remises d'impôts pour les entreprises, etc.). Le déficit budgétaire permet ainsi de stimuler l'activité économique à court terme en favorisant une augmentation de la demande des agents économiques qui disposent de davantage de ressources monétaires pour la consommation ou l'investissement.

« Qu'est-ce qu'une politique budgétaire ? »,
Viepublique.fr, 17 septembre 2019

- 1 Comment le budget de l'État a-t-il un effet de stabilisation automatique sur les cycles de croissance ?
- 2 Comment l'État peut-il agir volontairement pour réduire l'instabilité de la croissance ?
- 3 Comment le déficit public est-il financé ? Quel est le danger pour l'État ?

REPÈRE

Politique procyclique ou contracyclique ?

La politique budgétaire, tout comme la politique monétaire, est censée être contracyclique : relancer l'activité en période de récession et la ralentir en période d'expansion. Mais dans la réalité, les politiques conjoncturelles sont parfois procycliques et accroissent l'instabilité des cycles de croissance.

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

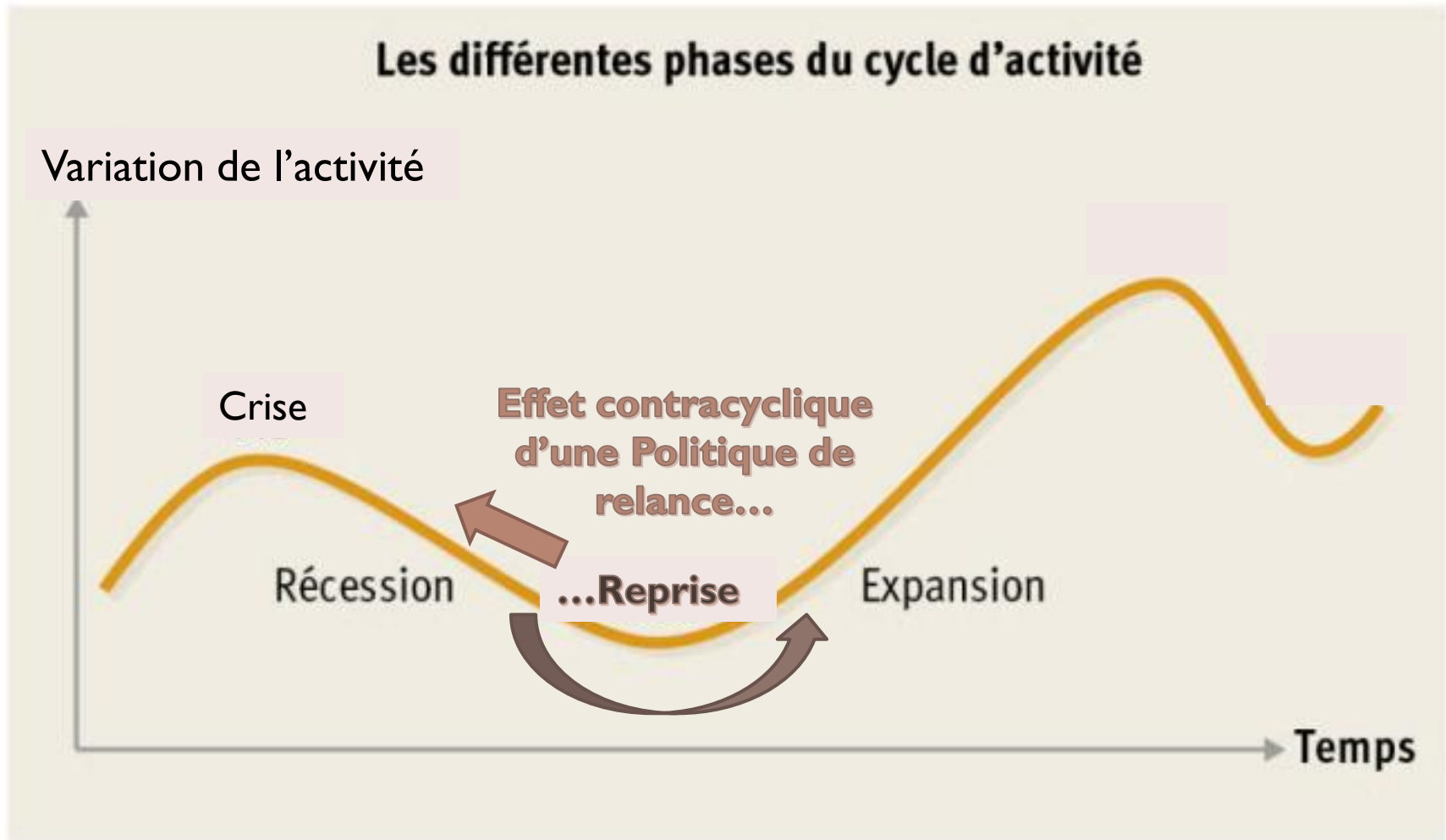
2. La politique de relance

Doc 9 : Comment la politique budgétaire peut-elle stabiliser la croissance ?

a) Une politique contracyclique

- La politique de relance a pour objectif, en période de récession, de relancer la croissance et l'emploi en stimulant la demande globale devenue défaillante, principalement au moyen de la politique budgétaire. $Dg = Cf + I + G + \Delta S + (X-M)$
- C'est donc **une politique contracyclique**, qui cherche la reprise économique.

Une politique contracyclique



II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

2. La politique de relance

Doc 9 : Comment la politique budgétaire peut-elle stabiliser la croissance ?

b) Mécanisme de la politique budgétaire

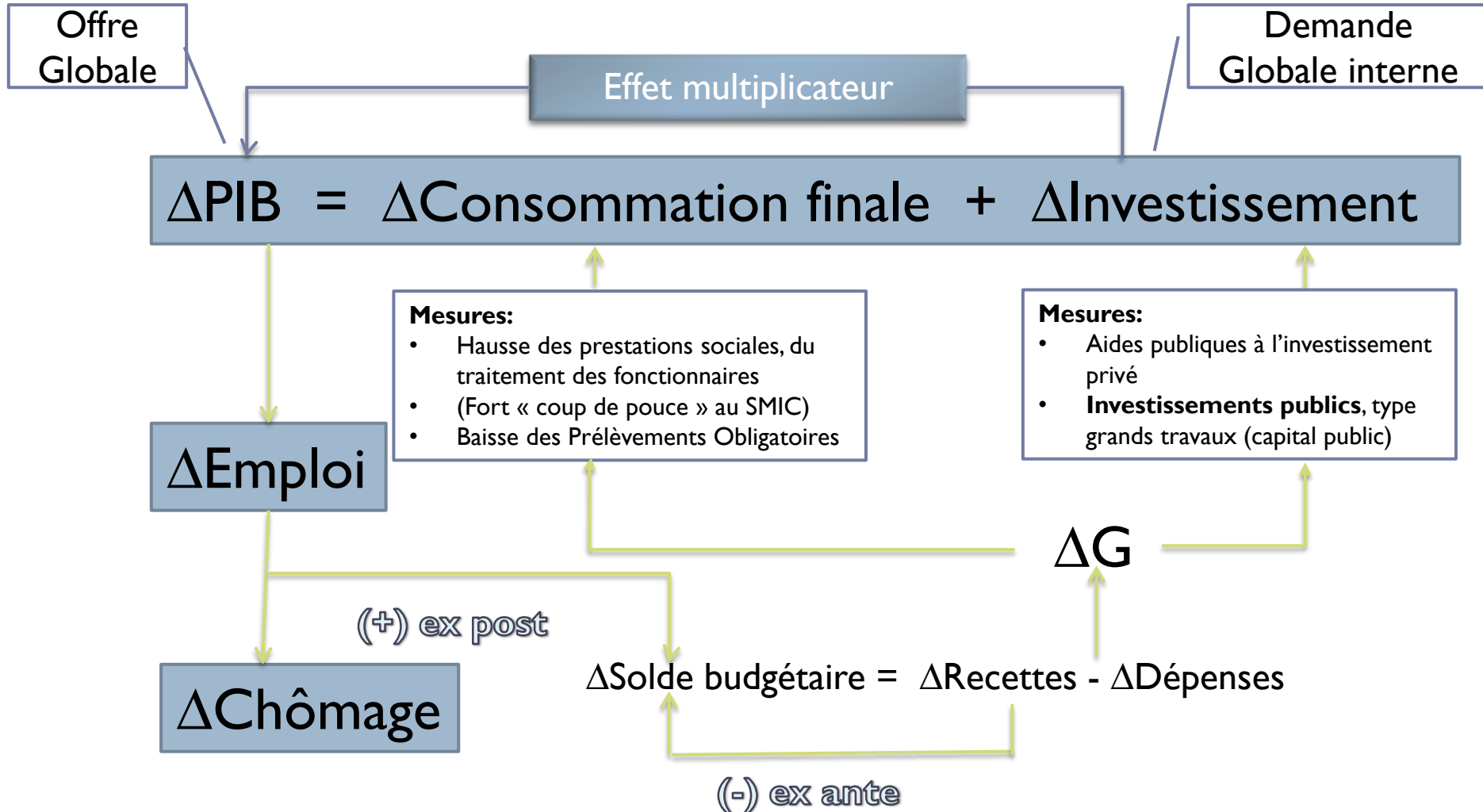
- Keynes propose que l'Etat finance, par des dépenses publiques supplémentaires (ΔG), **une politique d'investissements publics** autonome (I_0), type grands travaux (capital public). Cette dépense stimule la demande effective ou anticipée cad la demande prévue par les entreprises ce qui va permettre le redémarrage de l'investissement privée qui en dépend. Ainsi progressivement l'investissement productif prend le relai de l'investissement public ce qui permet de pérenniser la croissance économique.

(J.M Keynes : « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », 1936)

Attention : Si les dépenses budgétaires supplémentaires accroissent au départ le déficit et la dette, le déficit doit se réduire de lui-même à terme en raison de l'accroissement des recettes fiscales et la diminution des dépenses liées au regain d'activité et à la baisse du chômage.

- L'Etat peut aussi influencer la demande globale par une politique budgétaire ciblant les revenus des ménages et stimulant la consommation : hausse des prestations sociales, du SMIC, baisse des Prélèvements Obligatoires...

Une politique budgétaire fondée sur la dépense publique



II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

2. La politique de relance

Doc 9 : Comment la politique budgétaire peut-elle stabiliser la croissance ?

c) Effet multiplicateur et « Policy mix »

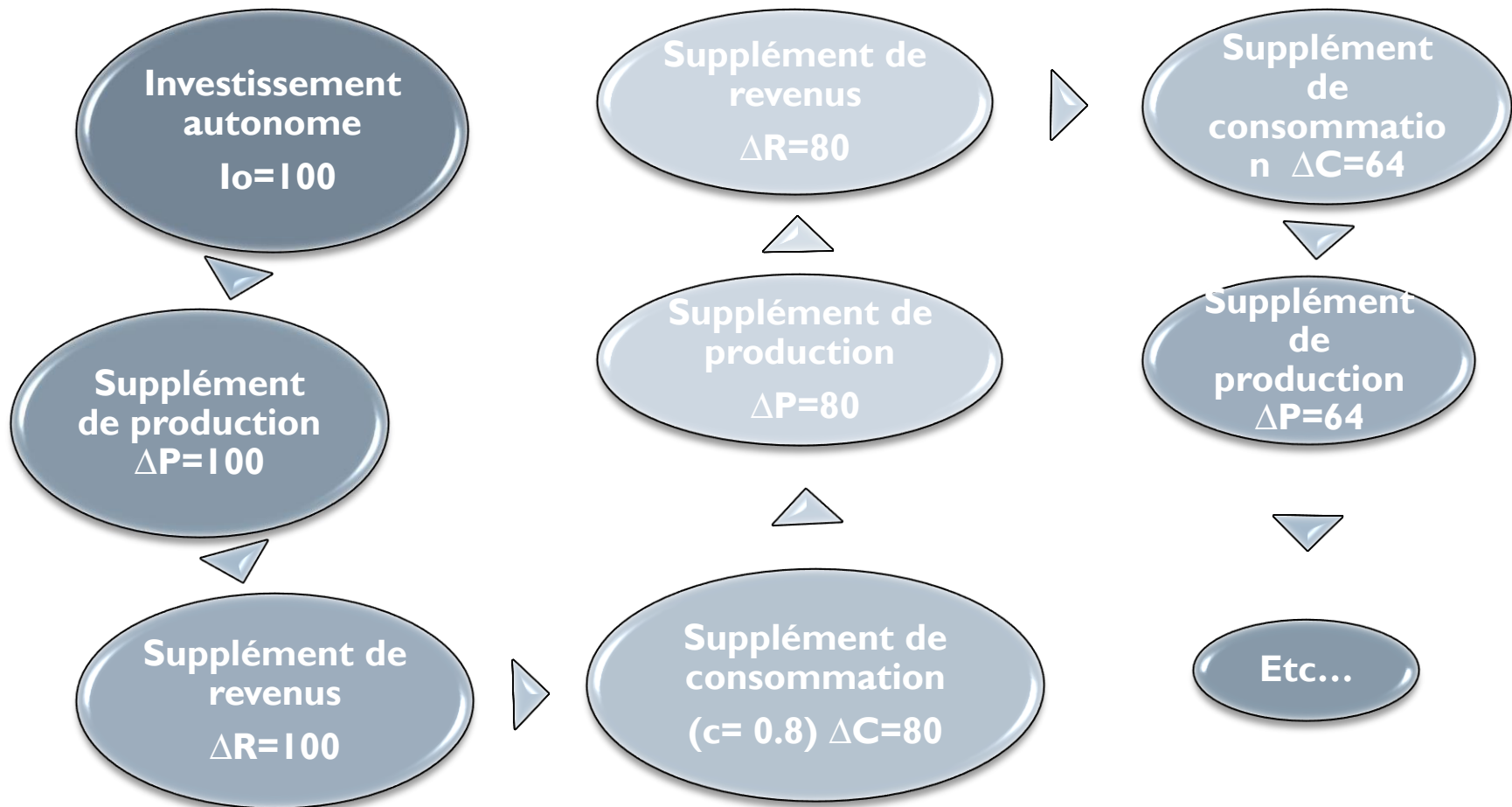
- Le mécanisme de relance est efficace en raison d'un effet multiplicateur : les dépenses publiques supplémentaires engendrent une hausse des revenus en cascade qui stimule la production.

Attention: Il existe deux fuites qui limitent l'effet multiplicateur et donc l'efficacité des politiques de relance : l'épargne et les importations.

- Enfin, Le « Policy mix » keynésien propose une politique monétaire de relance visant à baisser les taux d'intérêt pour accroître la demande globale par la hausse du volume des crédits.

Pour aller plus loin : [Vidéo : le Portugal, un exemple de relance](#)

Le principe du multiplicateur d'investissement

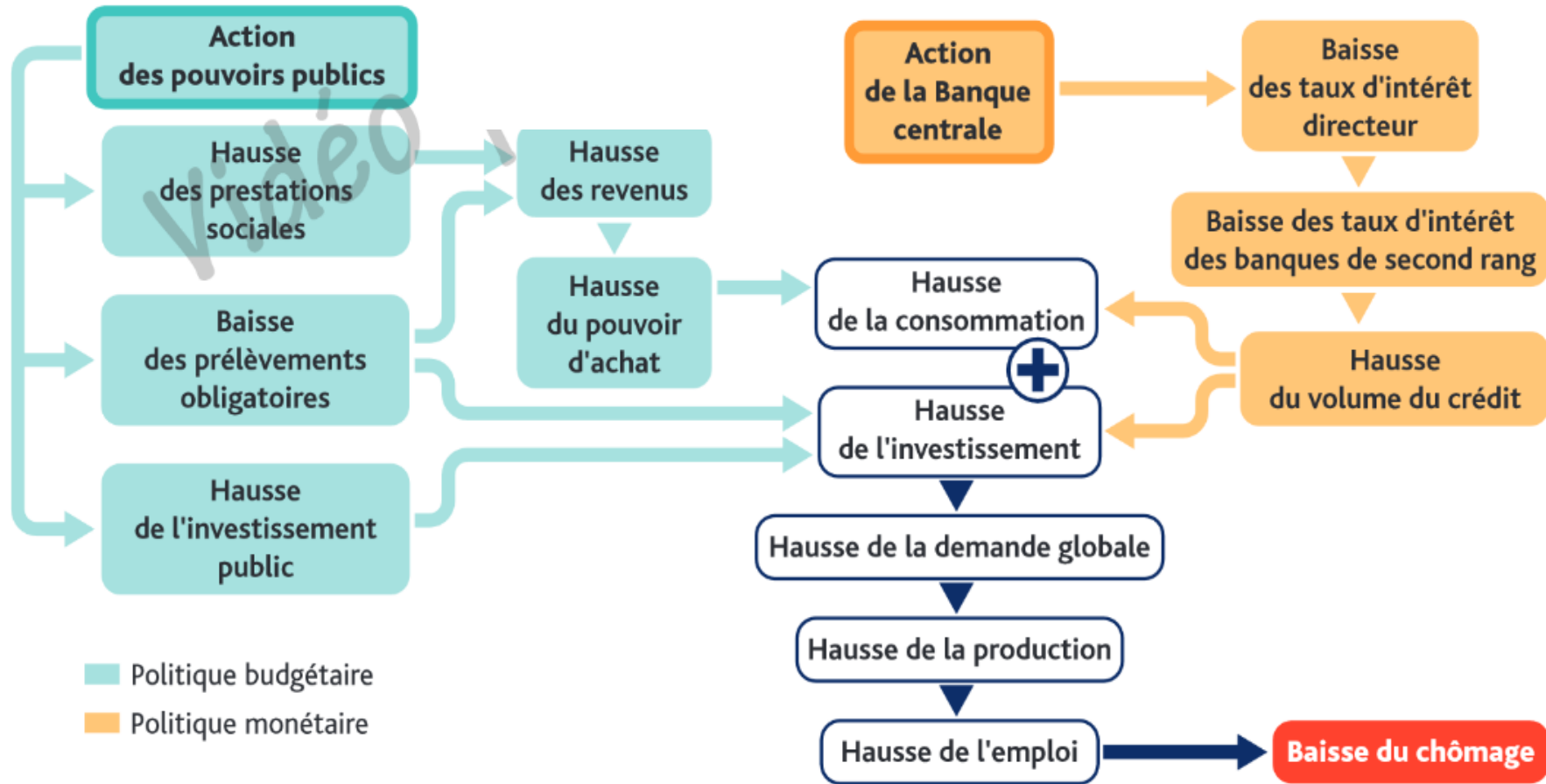


D'où: $\Delta P = k \times I_0$

Où k est le multiplicateur et vaut $k = 1 / (1 - c)$

Et $c = 0.8$ la propension marginale à consommer

La politique de relance de la demande globale



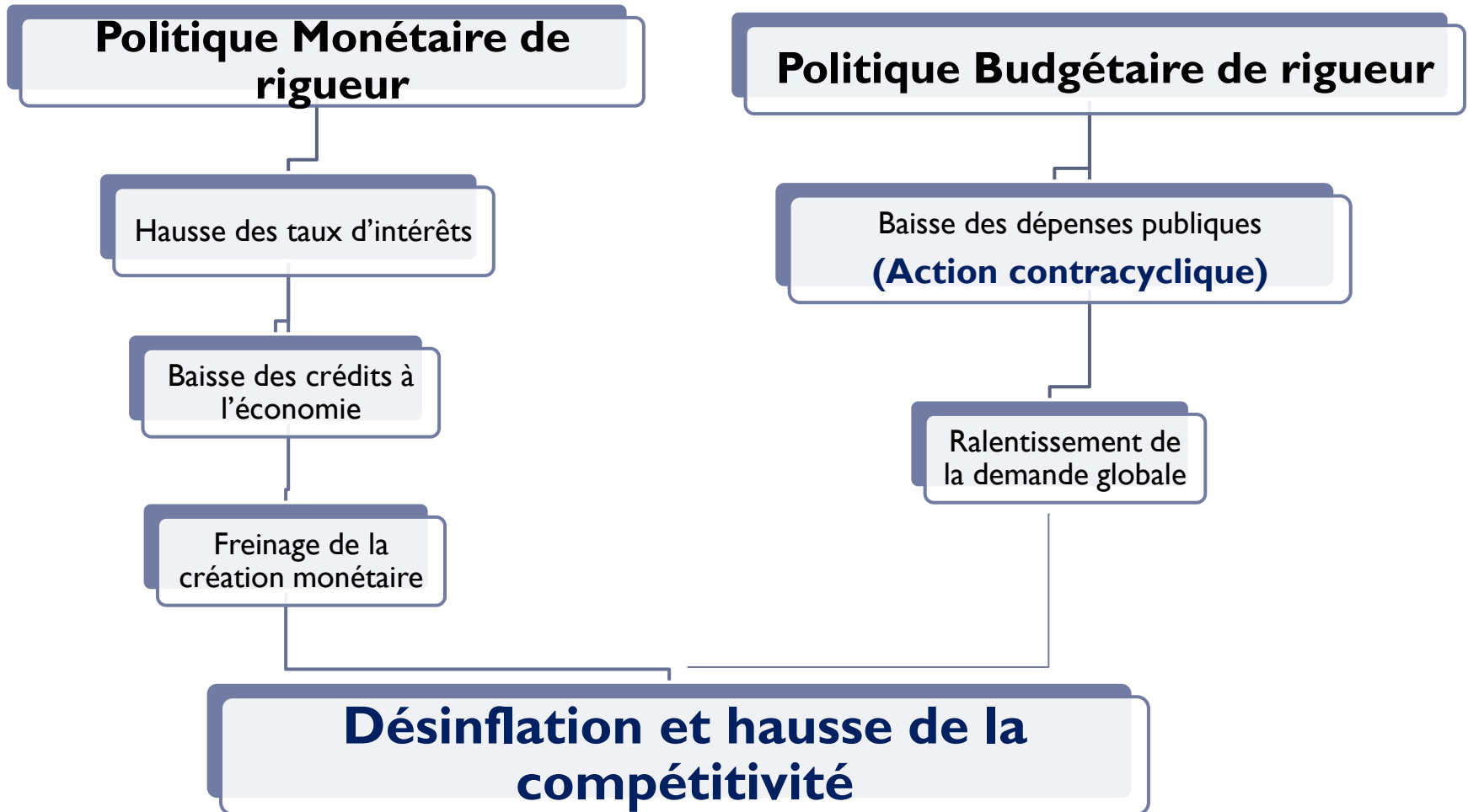
II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PE

3. La politique de rigueur

- Au départ **la politique de rigueur a pour objectif la lutte contre l'inflation** et le rétablissement des équilibres extérieurs au moyen d'une politique monétaire et budgétaire restrictive : c'est la désinflation compétitive.
- Pour atteindre ces objectifs les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre un Policy mix :
 - ❖ La PM restrictive entraîne la diminution de l'inflation (désinflation) par une hausse des taux d'intérêts. Si l'inflation diminue, les entreprises gagnent en compétitivité prix et vendent plus à l'étranger ce qui réduit le déficit commercial.
 - ❖ La PB restrictive est utilisée en complément afin de comprimer la demande globale par la baisse des dépenses publiques et ainsi ralentir la hausse des prix.
- Attention **la politique de rigueur comporte des dangers** :
 - ❖ à court terme cette politique freine la demande, la croissance et l'emploi, ce qui risque d'entraîner la récession.
 - ❖ Si elle est utilisée pour réduire le déficit et la dette cad de manière procyclique elle risque d'aggraver la récession.

La politique de rigueur...



...et ses dangers

Politique Monétaire de rigueur

Hausse des taux d'intérêts

Baisse des crédits à l'économie

Politique Budgétaire de rigueur

Objectif:
lutte contre le déficit budgétaire et la dette

Baisse des dépenses publiques
(effet diviseur)
(Action pro-cyclique)

Ralentissement de la Consommation et de l'Investissement

Ralentissement de la demande

Aggravation de la récession et du chômage

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

B – L'efficacité de la PEC européenne en question

I. Un problème de coordination des instruments

Doc I0 : [La banque Centrale Européenne \(BCE\) et l'Eurosystème](#)



« La BCE et l'Eurosystème expliqués en trois minutes »,
BCE, 7 novembre 2013.

- 1 Qu'est-ce que l'Eurosystème ?
- 2 Quel est l'objectif principal de l'Eurosystème ?
- 3 Comment les décisions sont-elles prises en son sein ?

Rappel de 1^{re}

Banque centrale

Institution, généralement publique, considérée comme la « banque des banques ». Elle dispose du monopole d'émission de la monnaie centrale, que tous doivent accepter dans les paiements sur un territoire. Cette monnaie prend deux formes : fiduciaire (les billets et les pièces) et scripturale (les comptes des banques auprès de la banque centrale).

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

B – L'efficacité de la PEC européenne en question

I. Un problème de coordination des instruments

Doc 10 : [La banque Centrale Européenne \(BCE\) et l'Eurosystème](#)

a) Une politique monétaire unique

- Depuis les années 2000 et l'avènement de l'Euro les contraintes pesant sur les PEC nationales se sont considérablement renforcées.
- La PM européenne est passée sous le contrôle de la BCE qui est indépendante du pouvoir politique.
- La BCE mène une politique monétaire unique pour tous les pays de la zone euro qui a comme but principal la stabilité des prix (taux cible d'inflation de 2%).
- Donc sa politique de taux d'intérêt est la même pour tous les pays de l'Euro-zone quel que soit leur conjoncture économique respective.

Pour aller plus loin, voir : [A propos de la BCE](#)

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

B – L'efficacité de la PEC européenne en question

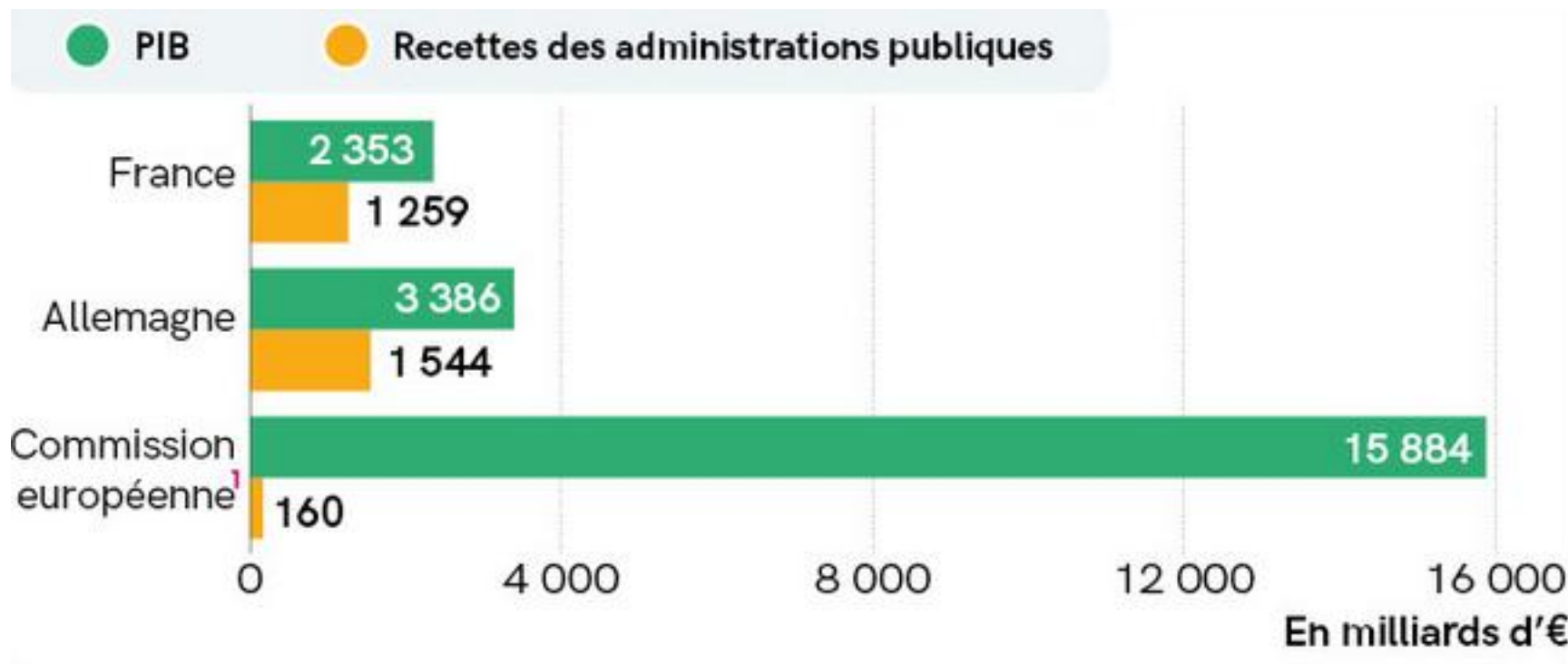
I. Un problème de coordination des instruments

Doc 10 : La banque Centrale Européenne (BCE) et l'Eurosystème

b) Des politiques budgétaires nationales

- La politique Budgétaire reste aux mains des Etats pour affronter les chocs économiques (cf : récession nationale).
- Cependant leur marge de manœuvre est limitée car le pacte de stabilité et de croissance (PSC) leur impose des contraintes des niveaux de déficit et de dette (**Voir I A 2**)
- Par ailleurs, le **budget européen est très faible** (1% environ du PIB européen), son utilisation n'est donc pas pertinente pour mener des politiques budgétaires efficaces.

La faiblesse du budget européen



D'après « Statistiques sur les finances du gouvernement des États membres », Eurostat, 2019

1. Recettes publiques gérées directement par la Commission européenne pour réaliser les missions de l'Union européenne. Le PIB indiqué est celui de l'Union européenne.

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

B – L'efficacité des PEC européenne en question

2. Quel "Policy Mix"?

Doc 11: L'hétérogénéité des situations économiques dans l'UE

En 2018	Taux de croissance économique (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'inflation (%)
Allemagne	1,5	3,2	1,9
France	1,7	8,8	2,1
Espagne	2,4	14,3	1,7
Grèce	1,9	18,5	0,8
Irlande	6,9	5,7	0,5
Italie	0,8	10,6	1,1
Pologne	5,1	3,7	1,2
Roumanie	4,1	4,2	4,1
Royaume-Uni	1,4	4	2,5
Suède	2,4	6,3	2
Zone euro	1,9	7,8	1,8
Union européenne	2	6,5	1,9

Sources : D'après données Eurostat et OCDE, 2019.

- 1 Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
- 2 Comparez la situation économique de la France et de l'Espagne.
- 3 Explicitiez deux grandes différences économiques entre la Grèce et l'Allemagne.
- 4 Quel type de politique monétaire peut souhaiter un pays comme l'Allemagne pour soutenir sa croissance économique ?
- 5 Quels pays pourraient être pénalisés par une politique monétaire restrictive si elle venait à être mise en œuvre ?

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

B – L'efficacité des PEC européenne en question

2. Quel "Policy Mix"?

Doc 11: L'hétérogénéité des situations économiques dans l'UE

a) Le dilemme de la PEC pose un problème de gouvernance

- La règle d'efficacité de la PEC veut que PM et PB soient coordonnés pour atteindre ses objectifs (Policy Mix). Or L'Europe se trouve dans un dilemme car elle dispose d'une seule PM pour 19 PB dans des pays aux conjonctures économiques très différentes.
- Alors comment coordonner les PEC cad les PM et les PB pour faire face à des chocs économiques asymétriques ?

Choc asymétrique : perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique et/ou dans un seul pays d'une zone monétaire.

- ❖ Aucun mécanisme de solidarité budgétaire entre Etat n'a été prévu au départ, ce qui témoigne d'un défaut de gouvernance. Par exemple, la BCE à interdiction de financer directement les déficits publics des pays de la zone euro et n'a aucun objectif de croissance et d'emploi, il n'y a pas de mutualisation de la dette via la création d'« euro bond »...
- ❖ Les Etats ne disposent donc que de leur PB contrainte par le PCS pour faire face aux chocs, La PM restant le plus neutre possible puisque c'est la même pour tous !
- Conséquence, les effets de la PM et de la PB sont différents voire contradictoires entre les pays !

Exercice 2 : Simuler la PM et ses effets

Dans la zone euro, la politique monétaire vise principalement à garantir la stabilité des prix, comprise comme une inflation inférieure mais proche de 2 % par an. Vous êtes gouverneur de la Banque centrale, chargé de définir de manière indépendante des gouvernements la politique monétaire unique dans cette zone.

1 Compte tenu du niveau de l'inflation dans la zone euro, devriez-vous adopter une politique monétaire restrictive (hausse du taux d'intérêt directeur) ou expansive (baisse du taux d'intérêt directeur) ?



2 Compte tenu de la politique choisie, complétez le schéma avec le signe ↗ (hausse) ou ↘ (baisse).



3 Montrez que cette politique monétaire unique peut avoir des effets différents pour Chypre et les Pays-Bas.

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

B – L'efficacité des PEC européenne en question

2. Quel "Policy Mix"?

Doc 11: L'hétérogénéité des situations économiques dans l'UE

b) Des mesures d'amélioration de la gouvernance économique...et ses contreparties

- Suite à la crise des subprimes de 2008 l'Europe tente d'améliorer la gouvernance en renforçant la coordination et la coopération : création d'un fond de solidarité, le MES, pour venir en aide aux pays les plus endettés, renforcement de la coordination fiscale, Politique monétaire non conventionnelles...
- Cependant en contrepartie de ces mesures, la BCE et la commission européenne incitent les Etats, via le semestre européen, à adopter des Politiques Economiques Structurelles de « libéralisation » du marché du travail... qui augmentent la précarité de l'emploi, détériorent les conditions de travail et de rémunération.

(Voir chapitre 8 : la lutte contre le chômage)

Les notions du chapitre 6 :

- Grand marché ou marché unique
- Union Economique et Monétaire
- Critères de convergence (PSC-TSCG)
- Politique européenne de la concurrence : lutte contre les ententes, abus de position dominante, aides publiques, concentration d'entreprises
- Commission européenne
- Dumping social et fiscal
- Politique économique conjoncturelle, de relance, de rigueur
- Politique budgétaire, monétaire
- Demande globale, demande effective ou anticipée
- Déficit budgétaire/public, dette
- Effet multiplicateur
- Policy mix
- Inflation, désinflation (compétitive), déflation
- Choc asymétrique

C'EST FINI !!!

